

DISCOURS DU MAIRE

Condamnation des violences et soutien à la mobilisation des lycéens

Mesdames et messieurs les élus, Mesdames et messieurs les agents,

Mesdames, Messieurs, Chères habitantes, chers habitants,

Je vous remercie d'avoir répondu présent à cet appel à rassemblement de l'association des Maires de France, auquel nous nous associons pour condamner les violences en marge des mobilisations populaires.

Les événements survenus ce week-end, à l'occasion des mobilisations qui ont traversé notre pays, appellent de notre part une réaction claire, ferme et responsable.

Je tiens tout d'abord à condamner avec la plus grande fermeté les violences, les dégradations et les atteintes aux biens publics comme privés qui ont été commises sur l'ensemble du territoire. Ces actes sont inacceptables. Ils fragilisent notre vivre-ensemble, portent atteinte à la république et au travail de celles et ceux qui contribuent chaque jour à la vie de nos communes et pénalisent directement nos concitoyens.

La colère, même lorsqu'elle est profonde, ne saurait justifier la violence. La contestation est un droit fondamental dans notre démocratie, mais elle doit pouvoir s'exprimer dans le respect des personnes, des biens et des principes républicains. Rien ne peut durablement se construire dans la destruction, l'intimidation ou l'affrontement.

Pour autant, condamner ces violences ne doit pas nous conduire à ignorer les raisons de la mobilisation ni les inquiétudes qui s'expriment dans notre société.

Je souhaite notamment souligner que la mobilisation des lycéennes et des lycéens ne peut être réduite aux débordements observés en marge des rassemblements. Beaucoup de jeunes expriment des préoccupations légitimes, des interrogations profondes et parfois une véritable angoisse face à leur avenir.

Ils s'interrogent sur leurs perspectives d'études, sur leur insertion professionnelle, sur leur capacité à trouver leur place dans la société et à construire une vie stable. Ils s'inquiètent également du climat social, des tensions qui traversent notre pays et de l'incertitude qui pèse sur les années à venir.

Ces inquiétudes doivent être entendues. Elles méritent mieux que le mépris, l'indifférence ou les réponses toutes faites. Elles appellent le dialogue, l'écoute et des réponses concrètes de la part de l'ensemble des responsables publics.

Être maire, c'est aussi être attentif à ces signaux. C'est comprendre que derrière les manifestations, il y a des attentes, des doutes et parfois un sentiment de ne pas être suffisamment entendu. C'est reconnaître que la jeunesse doit pouvoir exprimer ses aspirations, faire entendre sa voix et participer pleinement aux décisions qui engagent son avenir.

Nous devons donc tenir ensemble deux exigences qui ne sont nullement contradictoires : d'une part, le refus absolu des violences et des dégradations ; d'autre part, la reconnaissance du droit de manifester, de contester et de demander des changements.

La fermeté face aux débordements ne doit jamais devenir une excuse pour détourner le regard des difficultés sociales. Et la légitimité d'une revendication ne saurait, en aucun cas, justifier que l'on s'en prenne aux personnes, aux équipements collectifs ou aux biens de nos concitoyens.

Dans cette période de tension, notre responsabilité collective est de préserver les conditions du dialogue. Nous devons veiller à ce que les désaccords puissent s'exprimer sans que notre société ne se fracture davantage. Nous devons protéger les services publics, les commerces, les établissements scolaires et tous ces lieux qui constituent le cœur de notre vie collective.

J'en appelle également à la responsabilité de chacun : des organisateurs de rassemblements, des jeunes, des familles, des acteurs associatifs et de l'ensemble des responsables politiques. Nous avons tous un rôle à jouer pour apaiser les tensions, prévenir les débordements et faire prévaloir la discussion sur la confrontation.

Notre jeunesse ne doit pas être regardée uniquement à travers le prisme des violences commises par certains. Elle doit être considérée comme une force, une richesse et un acteur essentiel de notre avenir commun. Lui donner confiance, c'est lui offrir des perspectives, lui permettre de participer au débat public et lui démontrer que sa parole compte.

Enfin, les inquiétudes exprimées ce week-end nous rappellent que le climat social de notre pays demeure fragile. Nous ne pouvons-nous satisfaire d'une situation dans laquelle une partie de la population doute de son avenir, tandis que les tensions et les affrontements risquent de prendre le pas sur le débat démocratique.

Il nous appartient de retrouver le chemin de l'écoute, de la responsabilité et de la confiance. C'est à cette condition que nous pourrions répondre aux attentes de nos concitoyens et construire des solutions durables.

En tant que maire, je réaffirme donc avec force mon opposition à toute forme de violence et de dégradation. Mais je réaffirme tout aussi clairement mon attachement au droit de manifester, à la liberté d'expression et à la nécessité d'entendre les inquiétudes légitimes de notre jeunesse et de l'ensemble de nos concitoyens.

Condamner les violences, ce n'est pas nier les colères. Entendre les colères, ce n'est pas accepter les violences. C'est précisément en maintenant cette distinction que nous pourrions préserver notre démocratie et faire vivre notre République.

Je vous remercie.

Olivier LEFEUVRE

Maire de Donges